

**Zeitschrift:** Domaine public

**Herausgeber:** Domaine public

**Band:** - (1979)

**Heft:** 496

**Artikel:** L'énergie, c'est notre affaire : les bonnes intentions qui n'engagent à rien

**Autor:** [s.n.]

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1016452>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Les bonnes intentions qui n'engagent à rien

*Accident nucléaire d'Harrisburg: dans toute l'Europe, des réactions de la même eau, déclarations de principe, protestations de bonne volonté, engagements fiévreux pour un contrôle plus actif du développement nucléaire, bref des phrases qui n'engagent à rien, des mots donnés en pâture à des populations qui n'ont pratiquement aucun moyen de contrôle sur la politique réelle suivie.*

*Economies d'énergie. Avertissement sévère, comme d'habitude, de l'Agence internationale pour l'énergie, à l'endroit de la Suisse: réduisez rapidement votre consommation de pétrole de 5%! Mais personne ne bouge. A la li-*

## Un programme communal d'économies

Tirer la leçon de la reprise en main de la politique énergétique par la collectivité, c'est aussi fixer des points de repère précis, concrets, des objectifs réalisables dans l'immédiat, bref c'est tout mettre en œuvre pour tenter de freiner la grande bouffe d'électricité.

Dans cette perspective, une initiative pilote dans la région de l'Est vaudois, à l'actif du Comité de soutien à l'initiative pour le contrôle démocratique du nucléaire, région Vevey, Montreux et environs, Les Chaux (adresse utile: 1801 Les Monts-de-Corsier).

Fin mars dernier, tous les syndicats, municipaux, députés et conseillers communaux de la région recevaient une série de propositions "concrètes et réalisables" pour "favoriser les économies d'énergie et encourager l'utilisation des énergies renouvelables et décentralisées qui seules

*mité, le pari sur l'atome devient un alibi: la "diversification" de nos sources d'énergie est en bonne voie!*

*Toujours les économies d'énergie. L'Office fédéral de l'économie énergétique, qui dépend du Département fédéral des transports, communications et de l'énergie publie une liste de recommandations à l'intention des consommateurs. Principales cibles: le chauffage, la préparation d'eau chaude et les transports, soit les secteurs de gaspillage privilégié du mazout. Jusqu'ici, pas de déchaînement d'enthousiasme et c'est compréhensible: ces conseils, tout bien intentionnés qu'ils soient, vont à contre-courant de la masse de publicité déversée pour encourager les Suisses à ne pas lésiner sur les dépenses d'énergie pour accroître leur confort.*

assurent une véritable indépendance énergétique à l'égard des pays étrangers".

Les responsables politiques étaient là mis au pied du mur: les populations par eux représentées avaient voté dans leur grande majorité en faveur de l'initiative (mis à part deux communes: Corseaux, 43,7% de "oui", et Rivaz, 47% de "oui"). Et même si, de cas en cas, les mesures soigneusement exposées dépassaient leur zone de compétence légale, la question était posée: ces hommes et ces femmes détenteurs d'un mandat populaire allaient-ils faire tout leur possible pour mettre en œuvre une politique réaliste d'économies d'énergie?

Bref, suivons le programme communal énergétique à portée de main de l'Est vaudois (et pourquoi pas, du reste de la Suisse romande d'ailleurs!).

Première cible: les bâtiments communaux existants (écoles, hôtels de ville, etc.); il s'agit là de:

— contrôler et analyser leur situation énergétique;

*La commune de Lutry a entrepris une telle action: l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne a mis à disposition son appareillage.*

*Une technique adhoc extrêmement bon marché a été mise en œuvre, entre autres, à Berne, avec l'aide de la Migros; elle consiste à détecter les pertes de chaleur par photographie à infra-rouge.*

— réaliser les mesures d'isolation et de réglage;

— régler la température des locaux de telle manière qu'elle ne dépasse pas 20 degrés (température conseillée: 18 degrés);

— réduire la température des locaux pendant la nuit;

— introduire un système de régulation (vanne thermostatique sur chaque radiateur);

— utiliser autant de bois que possible;

*Contrairement au chauffage à mazout, la combustion du bois ou du bio-gaz n'augmente pas la quantité globale de CO2 dans l'atmosphère (le bilan reste constant).*

— installer sur les principaux groupes de chauffage, des machines à énergie totale "couplage chaleur-force" qui produisent environ 30% d'électricité en plus de la chaleur qui serait produite par une chaudière classique.

*Par exemple, Fiat: TOTEM, Total Energy Modulo; prix: de fr. 10 000. — à 15 000. — pour 15 kw de puissance; ces machines peuvent fonctionner au mazout, au gaz naturel ou au biogaz. Un prototype est en fonctionnement à la station de traitement des boues du Service intercommunal d'épuration des eaux Vevey-Montreux, à Roche. Une ferme d'Aubonne vit en indépendance énergétique grâce au gaz de fumier et à un TOTEM (son propriétaire revend du courant à la CVE).*

### CONSTRUCTIONS SAINES

Deuxième cible: les bâtiments nouveaux; il s'agit là de: